

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

Proposition de loi d'assurance en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès prématuré au profit des employés de l'industrie, du commerce et des administrations privées.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Une nouvelle classe sociale — celle des employés — se forme, s'organise. Elle est très importante non seulement par le nombre de ses membres mais aussi parce que l'industrie et le commerce ne peuvent plus se priver de l'aide qu'elle leur apporte. Personne ne contestera que les employés sont les auxiliaires absolument indispensables de nos commerçants et de nos industriels.

Et les employés se remuent et ils ont raison, car leur situation est généralement pitoyable. On peut dire que le sort des employés est, à beaucoup de points de vue, moins enviable encore que celui des ouvriers manuels. Que de misère chez un grand nombre de ces « ouvriers en redingote » !

Mais quand la vieillesse vient les contraindre à délaisser l'emploi qui leur procurait presque le strict nécessaire, la misère noire les attend. Il n'y a dans ceci rien d'exagéré : nous pourrions citer de très nombreux cas.

Aussi, ce que les employés demandent avec le plus d'insistance, c'est une loi qui met les employés vieux ou invalides ou encore leurs veuve et orphelins à l'abri du besoin.

Ce serait une injustice que de ne pas reconnaître que certains patrons ont organisé pour leurs employés la pension de vieillesse. Ces patrons sont, malheureusement très rares. Et puis leur effort, auquel il convient de rendre hommage, n'est pas en harmonie avec les grands principes qui doivent servir de bases à un système de pension vraiment démocratique, et présentant toutes les garanties désirables.

Le Gouvernement de 1921 a reconnu la nécessité d'une loi assurant aux employés une pension — pension qui serait supérieure à celle de l'ouvrier. Rappelons-nous la déclaration faite le 15 mars 1921 par l'honorable M. Wauters, alors Ministre de l'Industrie et du Travail.

De son côté, M. le Ministre Moyersoën, lors du dépôt d'un projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, a déclaré dans l'Exposé des motifs que les employés devaient bénéficier d'une loi spéciale. Nous allons donc au-devant de ses désirs en élaborant le présent projet.

Les employés sont disposés à faire, de leur côté, tous les sacrifices nécessaires. L'employé doit participer lui-même à la constitution de sa pension et de celle de sa veuve et de ses orphelins. Il est indispensable que ces pensions deviennent pour lui un droit, c'est le but principal de la loi. Or, il ne pourra vraiment les revendiquer comme un droit que pour autant qu'il se les soit créées lui-même, en effectuant les versements nécessaires. Sans doute, d'autres facteurs : le patron et les pouvoirs publics l'aideront dans cette tâche, mais la collaboration de ces facteurs ne lui sera accordée qu'à condition qu'il ait, de son côté, consenti ces sacrifices. Les rentes qui auront été ainsi constituées seront sa propriété et quelles que soient les modifications qui pourraient intervenir dans la législation sur la matière, ou quels que soient les motifs pour lesquels il aurait cessé ses versements, ces rentes seront payées aux époques fixées par la loi.

Les patrons, eux, ne manqueront pas, nous en sommes persuadés, d'intervenir, pour leur part, en faveur de leurs meilleurs collaborateurs.

En principe, l'employeur n'intervient pas pour la perception du versement personnel de l'assujetti. Ce dernier peut notamment effectuer son versement directement aux organismes reconnus à cet effet. Nul ne peut l'obliger à s'affilier à un organisme déterminé, ni l'empêcher de s'affilier à l'organisme de son choix.

Toutefois, il devra fournir à son patron la preuve qu'il est en règle avec la loi. Le mode de preuve sera déterminé par un arrêté royal. S'il ne produit pas cette preuve, l'employeur doit alors effectuer le versement personnel de l'assujetti concurremment avec la cotisation patronale, en opérant, à cette fin, une retenue sur les appointements.

Les pouvoirs publics n'hésiteront pas à voter les subsides indispensables pour tirer de la misère une grande masse de citoyens de Belgique. Cette intervention ne sera en aucun cas supérieure à celle prévue pour les ouvriers.

Ainsi qu'il est exposé ci-avant, des établissements ont instauré déjà des caisses de prévoyance au profit de leurs employés, avec des versements correspondant à 6 % des appointements à charge des employés et 7 % à charge des patrons.

Si notre projet prévoit l'intervention des employés, des patrons et des pouvoirs publics, il reste à déterminer dans quelle proportion devront être effectués les versements respectifs. Il nous paraît nécessaire de laisser aux compétences le soin de déterminer d'une façon précise le pourcentage à attribuer à chacun des intervenants. Nous prévoyons, toutefois, un pourcentage totale de 12 %. Nous avons chiffré et avons pu conclure qu'un versement total de 12 % sur le montant des sommes gagnées suffirait largement à couvrir les charges. Nous avons cependant estimé que le pourcentage à charge des patrons pouvait rester fixé à 7 %, attendu que des sociétés, comme la Société Générale de Belgique, ont depuis longtemps adopté cette base.

Nous ne prévoyons aucun versement correctif pour les employés nés avant

1903, parce que nous avons acquis la certitude que moyennant des versements tels que ceux que nous préconisons, les pensions que nous proposons pourront être servies à tous les employés quel que soit leur âge.

Les jeunes employés belges sont décidés à intervenir en faveur de leurs vieux frères de travail en effectuant, somme toute, des versements plus élevés que ceux qu'ils auraient dû faire si l'on avait tenu compte des âges de chacun. Ils donnent ainsi une preuve de leur grand esprit de solidarité.

Du reste, une Société Belge d'Assurance garantit, actuellement, des pensions à peu près identiques à celles que nous prévoyons, en n'exigeant que des versements de 8 % (soit 4 % à charge des employés et 4 % à charge des patrons). Si nous avons fixé un chiffre supérieur total, soit 12 %, c'est justement pour éviter les complications des versements correctifs.

Les deux caractères qui se détachent clairement de notre projet sont donc :

- 1° L'assurance obligatoire;
- 2° Effort de solidarité.

Le service des rentes repose sur les bases suivantes :

La pension sera obligatoire à l'âge de 60 ans. L'âge de 60 ans est généralement celui auquel l'employé doit ou devrait quitter le travail. Il est fatigué de toute une vie de labeur et c'est le moment pour lui de prendre quelque repos bien mérité. Si des employés restent actuellement en service après cet âge, c'est justement parce que, dépourvus de pension, ils ne sauraient trouver le moyen de subvenir à leur subsistance et à celle des leurs.

Il est avéré que, la plupart du temps, des employés qui ont atteint cet âge ne sont plus à même de rendre tous les services qu'on est en droit d'attendre d'eux et qu'on doit les reléguer à des postes inférieurs à ceux qu'ils occupaient précédemment.

D'un autre côté, il est reconnu que, en règle générale, les employés disparaissent entre 60 et 65 ans et ils sont rares ceux qui arrivent ou dépassent les 70 ans.

L'obligation de la pension devra être ramenée à 55 ans pour certains employés d'industries insalubres, à déterminer par arrêté royal. Il existe certaines industries de cette catégorie où les employés sont obligés de passer une très grande partie de leur existence dans un air malsain et contaminé au sein duquel il ne leur est guère possible d'atteindre l'âge de 60 ans. Ceci est tellement vrai, pour ne citer qu'un exemple, que les usines à zinc de la Campine ont instauré pour leurs employés un régime de pension qui est payée aux intéressés à partir de l'âge de 55 ans.

Toutefois, pour les employés par trop avancés en âge au moment de la mise en vigueur de la loi, la limite extrême pourra être reportée à 65 ans. Il est évident qu'il se trouvera un certain nombre d'employés n'ayant plus que quelques années à travailler avant d'arriver à l'âge de 60 ans, il s'en trouvera même qui auront déjà dépassé cet âge. Il nous paraît donc indispensable de faire une exception à la règle pour ceux-là. Ils devront nécessairement attendre qu'il y ait suffisamment de réserves dans les caisses pour parer à toutes les éventualités.

En cas de nécessité constatée, les employés pourront prendre leur retraite à l'âge de 55 ans. Il arrive fréquemment que des employés sont prématurément usés. Ils ne disposent plus de toutes les facultés indispensables pour remplir les fonctions auxquelles ils sont préposés. Dans ce cas, après constatation formelle, ils pourront être autorisés à prendre leur retraite, étant bien entendu que dans cette alternative, la pension sera proportionnelle au temps de service accompli et aux appointements gagnés, en d'autres termes le montant de la pension sera celui qui correspondra aux versements effectués par lui et pour lui, tout en tenant compte des appointements antérieurs au jour de la promulgation de la loi.

La rente sera payable immédiatement en cas d'invalidité prématurée en observant les règles établies à l'article 12 du projet de loi. Il serait inadmissible que des employés, victimes de la maladie ou d'accidents, soient abandonnés à eux-mêmes ou ne disposent pas des ressources indispensables à la subsistance. Notre projet pare à cette éventualité.

En cas de décès de l'assujetti marié, une rente de survie sera servie éventuellement à la veuve et, le cas échéant, aux enfants de moins de 18 ans, suivant les règles établies par les articles 13 et 14 du projet. Cette rente de survie sera servie soit que l'assujetti décède avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, soit qu'il décède lorsqu'il jouit déjà du bénéfice de la pension.

Toutefois, la veuve qui se remarie sera déchue du bénéfice de la rente de survie. On pourrait se demander pourquoi nous avons fixé à 18 ans l'âge extrême de jouissance pour les enfants. Il est un fait, c'est que d'une manière générale les employés font de leurs enfants des employés, que pour être de bons employés il faut avoir fait des études convenables et que ces études ne peuvent être terminées avant l'âge de 17 ou 18 ans. Il serait immoral de placer l'enfant de l'employé disparu devant l'impossibilité de se créer une situation tout au moins équivalente à celle qu'occupait son père et de le forcer, pour cause de malheur, d'adopter la profession de travailleur manuel. Il s'agit ici d'une œuvre de protection. D'après notre projet, l'assujetti qui abandonnerait la profession d'employé pourrait jouir, à l'âge de 60 ans, de la rente acquise par les versements effectués par lui et pour lui pendant la période d'assujettissement. Cet assuré ne perdrait donc pas entièrement les avantages de son affiliation obligatoire.

En cas d'invalidité prématurée, alors qu'il n'exerce plus la profession d'employé, une rente proportionnelle aux versements effectués lui serait servie à dater du jour de l'invalidité et en cas de décès prématuré dans les mêmes conditions, une rente proportionnelle serait servie à sa veuve et, le cas échéant, à ses enfants de moins de 18 ans.

Aucune pension ne pourra être supérieure à celle correspondant à un appointement annuel maximum de 12,000 francs, de même qu'aucune rente ne pourra être supérieure à celle correspondant au même chiffre d'appointements.

Dans les lois actuellement votées au profit de l'employé comme dans celles qui sont en préparation, c'est ce maximum de 12,000 francs qui a été retenu et nous estimons que nous devons nous en tenir au même chiffre pour la présente loi, avec cette différence cependant que tous les employés, quels qu'ils soient et quel que puisse être le montant des sommes qu'ils gagnent, seront assujettis à la

loi. Cependant, les versements à effectuer par eux et pour eux ne seront jamais supérieurs à ceux qui correspondent au maximum de 12,000 francs et par voie de conséquence aucune rente ne pourra être supérieure à celle correspondante au même maximum de 12,000 francs.

Pour calculer le montant des rentes dans les différents cas prévus par la loi, il sera fait usage du diviseur fixe 40. La question pourrait se poser sur le point de savoir pourquoi nous avons choisi ce chiffre 40. La réponse est simple, c'est que, d'après nous, l'employé est employé au vrai sens du mot à partir de l'âge de 20 ans. Précédemment à cet âge, il n'a en quelque sorte effectué que son apprentissage et il ne rend des services réels, en d'autres termes, il ne peut vraiment être considéré comme employé qualifié qu'à partir de l'âge de 20 ans et ce à quelques exceptions près.

Comme l'âge de l'obligation de la pension est fixé à 60 ans, il nous a suffi de faire la soustraction $60 - 20 = 40$, chiffre qui nous sert donc de diviseur fixe et qui a permis de fixer des taux de pensions raisonnables et possibles.

Ceci implique-t-il que nous ne tiendrons pas compte des appointements gagnés avant 20 ans, absolument pas; nous tiendrons compte de ces sommes pour le calcul du montant des rentes acquises et elles seront ajoutées au montant des appointements gagnés par l'intéressé postérieurement à cette période.

Notre projet prévoit la nomination d'une Commission permanente composée de délégués « employés », de délégués « patrons » et de fonctionnaires du Ministère. Cette Commission aura pour mission de trancher tous les différends qui pourraient surgir à propos de l'application de la loi.

Les employés ont particulièrement souffert pendant la guerre. Beaucoup parmi eux se sont vus privés de toute occupation et conséquemment de moyens de subsistance. Il n'est pas désirable que dans leurs vieux jours les mêmes employés subissent encore les conséquences désastreuses de la guerre. Le projet prévoit donc pour le calcul des rentes qui seront dues à ces employés, des appointements annuels fictifs pour la période d'inoccupation. Ces appointements annuels fictifs seront équivalents au dernier appointement annuel gagné réellement par l'employé à la date du 1^{er} août 1914.

Pour la période antérieure à la guerre, les appointements annuels qui seront pris en considération pour la fixation du montant des rentes, ne seront en aucun cas inférieurs à 1,200 francs. Il existe dans certaines parties du Royaume des employés qui ne touchaient que des appointements de famine. Il ne faut pas qu'au moment de la retraite ils soient encore les victimes des injustices commises à leur égard.

Le projet prévoit l'exemption des droits de timbres et d'enregistrement comme pour toutes les lois sociales votées précédemment.

Il prévoit aussi des sanctions diverses pour les cas de non-observance stricte des stipulations qui en découlent.

Nous croyons avoir fait œuvre sage en élaborant ce projet qui, s'il est voté, est destiné à soulager une des classes les plus intéressantes de la société. Nous nous permettons donc d'escompter le concours généreux de tous ceux qui peuvent nous aider.

H. MARCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1923

Wetsvoorstel tot verzekering tegen ouderdom, invaliditeit en vroegtijdigen dood ten bate van de bedienden in de nijverheid, den koophandel en de private besturen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Een nieuwe maatschappelijke stand — die der bedienden — is ontstaan en richt zich in. Hij is hoogst belangrijk, niet alleen door het aantal zijner leden, doch ook omdat nijverheid en handel zijne medewerking niet langer missen kunnen. Niemand zal betwisten dat de bedienden de volstrekt onmisbare helpers zijn van onze handelaars en nijveraars.

En er komt roering onder de bedienden en daarin hebben zij gelijk, want hun toestand is over het algemeen ellendig. Men mag staande houden dat de toestand der bedienden in vele opzichten minder benijdenswaardig is dan die der handenarbeiders. Wat al ellende heerscht er niet bij die « arbeiders in heerenplunje » !

Wanneer zij echter door den ouderdom verplicht worden hunne betrekking te verlaten, die hun ternauwernood het hoogst noodige verschaft, dan staat hun de ellende te wachten. Zoo iets is niet overdreven : wij zouden talrijke gevallen van dien aard kunnen aanhalen.

Ook vragen de bedienden met nadruk eene wet, die de oude of invalide bedienden of hunne weduwen en weezen tegen de ellende zou beschutten.

Onbillijk ware het, niet te erkennen dat sommige patroons voor hunne bedienden ouderdomspensioenen hebben ingesteld. Zulke patroons echter zijn al te zeldzaam. En hun streven, waaraan hulde moet worden gebracht, strookt niet met de groote beginselen, die tot grondslag moeten dienen aan een werkelijk democratisch pensioenstelsel, dat al de noodige waarborgen oplevert. In 1921 heeft de Regeering de noodzakelijkheid erkend van eene wet, die aan de bedienden een pensioen zou verzekeren, — een pensioen dat hooger zou zijn dan dit van den arbeider. Laat ons even terugdenken aan de verklaring, op 15 Maart 1921

afgelegd door den toenmaligen Minister van Nijverheid en Arbeid, den achtbaren heer Wauters.

Zijnerzijds heeft Minister Moyersoën, bij het indienen van een wetsontwerp tot verzekering tegen ouderdom en vroegtijdigen dood, in de Memorie van Toelichting verklaard dat voor de bedienden eene bijzondere wet moest worden gemaakt. Door dit ontwerp komen wij zijn verlangen dus te gemoet.

De bedienden zijn, hunnerzijds, bereid om alle noodige opofferingen te doen. De bediende moet het zijne bijdragen voor zijn pensioen en dit van zijne weduwe en weezen. Het is volstrekt noodig dat deze pensioenen voor hem een recht worden, en dit is het hoofddoel van de wet. Hij zal ze echter alleen als een recht kunnen eischen voor zooverre hij ze zelf heeft helpen tot stand brengen door de noodige stortingen. Voorzeker zullen andere factoren : de werkgever en de Openbare Machten hem daarin helpen, maar deze hulp zal hem slechts toegestaan worden op voorwaarde dat hij zijnerzijds opofferingen aanvaardt. De renten, die aldus tot stand komen, zullen zijn eigendom wezen, en welke ook de wijzigingen zijn die in de desbetreffende wetgeving kunnen voorkomen, en welke ook de beweeggronden zijn voor dewelke hij zijne stortingen zou staken, deze renten zullen op de tijdstippen, door de wet bepaald, worden uitgekeerd.

De werkgevers zullen niet nalaten, wij zijn er van overtuigd, voor hun deel tusschen te komen ten voordeele van hunne beste medewerkers.

In beginsel bemoeit de werkgever zich niet met de inning van de persoonlijke bijdragen van den verzekeringsplichtige. Deze kan zijne stortingen doen rechtstreeks bij de daartoe erkende organismen. Niemand kan hem dwingen zich aan te sluiten bij een bepaald organisme, noch hem beletten zich aan te sluiten bij het organisme zijner keuze.

Hij zal echter aan zijn werkgever het bewijs moeten leveren, dat hij in regel is met de wet. Een Koninklijk besluit zal aanduiden hoe dit bewijs moet geleverd worden. Brengt hij dit bewijs niet in, dan moet de werkgever de persoonlijke storting van den verzekeringsplichtige doen te gelijk met de werkgeversbijdrage, door eene afhouding daartoe van de wedde.

De openbare machten zullen niet aarzelen de onmisbare toelagen te schenken om een groot getal Belgische burgers uit de ellende te trekken. Deze tussenkomst zal in geen geval hooger zijn dan deze voorzien voor de werklieden.

Zooals hooger werd gezegd, hebben sommige inrichtingen reeds verzorgingskassen opgericht ten behoeve van de bedienden, met stortingen gelijkstaande met 6 t. h. van de wedde ten laste van de bedienden en 7 t. h. ten laste van de werkgevers.

Wordt door ons ontwerp de tussenkomst voorzien van de werknemers, de werkgevers en de openbare machten, dan blijft nog het bedrag te bepalen van ieders bijdragen. Onzes dunkens moet het procent van elk dezer categorieën door de bevoegde overheden nauwkeurig worden bepaald. Wij voorzien niettemin een totaal procent van 12 t. h. Naar onze berekening, hebben wij kunnen besluiten, dat eene totale storting van 12 t. h. op het bedrag der gewonnen sommen ruimschoots zou volstaan om de kosten te dekken. Anderzijds waren wij van gevoelen, dat de last voor de werkgevers op 7 t. h. kon blijven,

vermits sommige maatschappijen, zooals b. v. « La Société Générale de Belgique », sedert lang deze basis hebben aangenomen.

Voor de bedienden, geboren vóór 1903, voorzien wij geene bijkomende storting, omdat wij verzekerd zijn dat, door middel van de door ons voorgestelde stortingen, al de bedienden, van welken leeftijd ook, een pensioen zullen kunnen trekken.

De Belgische jonge bedienden zijn er toe besloten, ten gunste van hunne oudere werkbroeders tusschenbeide te komen door feitelijk hoogere stortingen te doen dan wanneer ieders leeftijd respectievelijk werd in acht genomen. Hierdoor geven zij een blijk van hunnen verheven geest van solidariteit.

Eene Belgische verzekeringsmaatschappij bezorgt, heden ten dage, nagenoeg dergelijke pensioenen als die welke wij voorzien, en daartoe eischen zij slechts stortingen van 8 t. h. (dat is 4 t. h. ten laste van de bedienden en 4 t. h. ten laste van de patroons). Wij hebben een hooger totaalcijfer gesteld, hetzij 12 t. h., juist om verwikkelingen met aanvullende stortingen te vermijden.

Ons voorstel wordt gekenschetst door deze twee punten :

- 1° De verplichte verzekering;
- 2° Het streven naar solidariteit.

De dienst der renten steunt op de volgende gronden :

Het pensioen wordt verplichtend op zestigjarigen leeftijd. Deze leeftijd is over het algemeen het tijdstip, waarop de bediende het werk moet of zou moeten verlaten. Gansch zijn leven heeft hij gearbeid en dan heeft hij wel wat rust verdiend. Blijven heden ten dage beambten na dien leeftijd nog in dienst, dan gebeurt dit juist omdat zij zonder pensioen in hun onderhoud en in dat van hun gezin niet kunnen voorzien.

Het valt buiten kijf dat meesttijds de bedienden, die dezen leeftijd hebben bereikt, niet meer in staat zijn al de diensten te bewijzen welke men terecht van hen verwachten kan, en dat men ze aan eene minderwaardige bezigheid moet stellen.

Anderzijds is het niet minder waar dat, in algemeenen regel, de bedienden verdwijnen tusschen 60- en 65 jarigen leeftijd en maar zelden tot of boven 70 jaar geraken.

Voor sommige bedienden van ongezonde nijverheidsbedrijven, bij Koninklijk besluit te bepalen, zal het pensioen reeds op 55-jarigen leeftijd worden verstrekt. Er bestaan sommige nijverheidstakken waar de bedienden verplicht zijn een aanzienlijk deel van hun leven door te brengen in ongezonde en bedorven lucht, waarin zij onmogelijk den leeftijd van 60 jaar kunnen bereiken. Om een voorbeeld daarvan aan te halen, vermelden wij de zinkfabrieken der Kempen die voor hunne bedienden het pensioen op 55-jarigen leeftijd hebben gesteld.

Niettemin zal voor de bedienden, wier leeftijd reeds te ver gevorderd is bij het in werking treden dezer wet, de uiterste grens op 65 jaar moeten gebracht worden. 't Is klaar dat er een zeker getal bedienden zullen voorkomen, die nog slechts enkele jaren te arbeiden hebben alvorens den leeftijd van 60 jaar te bereiken; sommigen zelfs zullen dien leeftijd reeds overschreden hebben. Voor

dezen moet dus, onzes dunkens, eene uitzondering worden gemaakt op den regel. Noodzakelijkerwijs moeten zij wachten totdat de Kassen genoegzame reserves bezitten om in al de mogelijkheden te voorzien.

De bedienden kunnen op den leeftijd van 55 jaar hun pensioen aanvragen, indien de noodzakelijkheid wordt vastgesteld. Het gebeurt dikwijls dat bedienden vóór hun tijd zijn versleten. Zij hebben niet meer de noodige geschiktheid om het ambt te vervullen, waartoe zij zijn aangesteld. In dit geval kunnen zij gemachtigd worden, na een formeele vaststelling van het feit, pensioen aan te vragen, met dien verstande dat in dit geval het pensioen evenredig zal zijn aan den volbrachten diensttijd en aan de bezoldiging; met andere woorden, het bedrag van het pensioen zal zijn het bedrag dat zal overeenkomen met de stortingen, door hem en voor hem gedaan, met inachtneming van de bezoldiging uitgekeerd vóór den dag van de afkondiging der wet.

De rente zal onmiddellijk betaalbaar zijn met naleving van de regelen vastgesteld in artikel 12 van het wetsvoorstel. Het zou niet aan te nemen zijn dat bedienden, slachtoffers van ziekten of ongevallen, aan zich zelf zouden overgelaten zijn of niet zouden beschikken over de noodige bestaansmiddelen. Door ons voorstel wordt deze mogelijkheid uitgeschakeld.

In geval van overlijden van den gehuwden bediende zal, in gebeurlijk geval, aan de weduwe en eventueel aan de kinderen van 18 jaar een pensioen worden uitgekeerd volgens de regelen vastgesteld door de artikelen 13 en 14 van het ontwerp. Deze overlevingsrente zal uitgekeerd worden, hetzij de verzekerde sterft vóór het bereiken van den pensioenleeftijd, hetzij hij sterft wanneer hij reeds het pensioen geniet.

De weduwe, die sterft, zal echter het genot van de rente verliezen. Men zou kunnen vragen waarom wij de leeftijdsgrens voor het pensioen der kinderen vastgesteld hebben op 18 jaar. Het is een feit, dat, over het algemeen, de bedienden hunne kinderen tot hetzelfde ambt opleiden, dat men, om een goed bediende te worden, behoorlijke studiën moet hebben gedaan, en dat deze studiën niet kunnen eindigen vóór 17 of 18 jaar. Het zou immoreel zijn, het kind van den overleden bediende in de onmogelijkheid te plaatsen, tot eene betrekking te geraken die ten minste zoo goed is als die welke zijn vader bekleedde, en hetzelve ter oorzaak van dit ongeluk te dwingen handarbeider te worden. Het geldt hier een werk van bescherming. Volgens ons ontwerp zou de verzekerde, die zijne betrekking van bediende mocht verlaten, op den leeftijd van 60 jaar de rente kunnen genieten, verworven door de stortingen, door hem of voor hem gedaan gedurende de periode dat hij bediende was. Deze verzekerde zou dus niet heel en al de voordeelen verliezen van zijn verplicht deelgenootschap.

In geval van vroegtijdige invaliditeit, wanneer hij zijne betrekking van bediende niet meer bekleedt, zou hem eene rente, geëvenredigd aan de gedane stortingen, uitgekeerd worden vanaf den dag der invaliditeit, en in geval van vroegtijdig overlijden in dezelfde voorwaarden, zou eene proportionneele rente uitgekeerd worden aan zijne weduwe, en, bij voorkomend geval, aan zijne kinderen van minder dan 18 jaar.

Geen pensioen mag hooger zijn dan dit, hetwelk overeenstemt met eene

maximum-jaarwedde van 12,000 frank, evenmin als eene rente mag hooger zijn dan deze welke overeenkomt met hetzelfde cijfer van wedde.

In de bestaande wetten, die werden goedgekeurd ten voordeele van den bediende, evenals in die welke in voorbereiding zijn, is het dit maximum van 12,000 frank waaraan men zich hield, en wij meenen dat wij bij hetzelfde cijfer moeten blijven voor deze wet, met dit verschil nochtans dat al de bedienden zonder onderscheiden welke ook hunne wedde zij, aan de wet zullen onderworpen zijn. Evenwel, de stortingen, die moeten gedaan worden door hen en voor hen, zullen nooit hooger zijn dan deze welke overeenkomen met het maximum van 12,000 frank en, als een gevolg daarvan, kan geene rente hooger zijn dan deze welke overeenkomt met hetzelfde maximum van 12,000 frank.

Om het bedrag te berekenen van de rente in de verschillende gevallen voorzien bij de wet, zal er gebruik gemaakt worden van den vasten deeler 40. Men zou kunnen vragen waarom wij dit cijfer 40 gekozen hebben. Het antwoord is eenvoudig. Naar onze meening, is de bediende in den echten zin van het woord bediende vanaf den leeftijd van 20 jaar. Vóór dien leeftijd heeft hij eigenlijk niet anders dan zijn leertijd doorgemaakt, en hij levert geene werkelijke diensten, met andere woorden, hij kan waarlijk slechts beschouwd worden als gequalificeerde bediende vanaf 20 jaar, en wel op enkele uitzonderingen na.

Daar de leeftijd van het verplichte pensioen gesteld is op 60 jaar, hadden wij enkel de aftrekking $60 - 40 = 20$ te doen, cijfer dat dus als vaste deeler dient en dat ons toegelaten heeft een redelijk en mogelijk bedrag van de pensioenen vast te stellen.

Brengt dit mede dat wij geene rekening zullen houden van de bezoldiging getrokken vóór 20 jaar? Geenszins. Wij zullen rekening houden van deze sommen voor de berekening van het bedrag der verworven renten en zij zullen gevoegd worden bij het bedrag van de wedde getrokken door den belanghebbende na die periode.

Ons ontwerp voorziet de benoeming van eene Bestendige Commissie samengesteld uit afgevaardigden van de bedienden, van de werkgevers en van ambtenaren uit het Ministerie. Deze Commissie zal tot taak hebben, uitspraak te doen over al de geschillen die zouden kunnen oprijzen naar aanleiding van de toepassing der wet.

De bedienden hebben vooral geleden onder den oorlog. Velen onder hen waren van alle betrekking beroofd en dus ook van middelen tot onderhoud. Het mag niet gebeuren dat, in hun oude dagen, dezelfde bedienden nog eens de rampzalige gevolgen van den oorlog moeten ondergaan. Het ontwerp voorziet dus, voor de berekening van de renten die aan deze bedienden zullen verschuldigd zijn, fictieve jaarwedden voor den tijd van de bezetting. Deze fictieve jaarwedden zullen gelijk zijn aan de laatste jaarwedde die werkelijk door den bediende werd getrokken op 1 Augustus 1914.

Voor de vooroorlogse periode zullen de jaarwedden, die in aanmerking zullen genomen worden voor de vaststelling van het bedrag der renten, in geen geval minder zijn dan 1,200 frank. In sommige deelen van het land waren er bedienden die echte hongerlooonen trokken. Het mag niet zijn dat zij, wanneer zij

hun pensioen trekken, nog altijd de slachtoffers zouden wezen van het onrecht, dat hun werd aangedaan.

Het wetsvoorstel voorziet de vrijstelling van zegel- en registratierechten, zooals voor al de sociale wetten welke vroeger werden aangenomen.

Het voorziet eveneens verschillende maatregelen voor de gevallen waarin de bepalingen, die er uit voortvloeien, niet stipt zouden nageleefd worden.

Wij meenen dat wij door dit voorstel een goed werk hebben verricht. Wordt het aangenomen, dan zal het een groote weldaad zijn voor een der verdienstelijkste klassen der maatschappij. Wij durven daarom rekenen op den edelmoedigen steun van al dezen die ons kunnen helpen.

H. MARCK.

ANNEXE AU N° 62

Proposition de loi d'assurance en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès prématuré, au profit des employés de l'industrie, du commerce et des administrations privées.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès prématuré est obligatoire pour tous les employés des deux sexes de l'industrie, du commerce et des administrations privées.

ART. 2.

Les employés étrangers travaillant en Belgique sont soumis au même régime que les employés belges. Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et publiques que si les traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à l'application de ce dernier alinéa, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

ART. 3.

L'assurance est réalisée par le Fonds national de retraite pour employés ou par les Sociétés d'assurances agréées par l'État. Les assurés peuvent effectuer leurs versements, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

BIJLAGE VAN N° 62

Wetsvoorstel tot verzekering tegen ouderdom, invaliditeit en vroegtijdigen dood ten bate van de bedienden in de nijverheid, den koophandel en de private besturen.

EERSTE ARTIKEL.

De verzekering tegen ouderdom, invaliditeit en vroegtijdigen dood is verplichtend voor al de bedienden van beiderlei geslacht in de nijverheid, den koophandel en de private besturen.

ART. 2.

De vreemde bedienden, die in België arbeiden, zijn aan dezelfde regeling onderworpen als de Belgische bedienden. De bijdragen der werkgevers en der openbare machten kunnen zij echter alleen dan genieten wanneer, in hun land van oorsprong, aan onze landgenooten bij verdrag gelijkwaardige voordeelen worden verzekerd.

Kan dit laatste lid niet worden toegepast, dan worden de bijdragen der werkgevers in een reservefonds gestort.

ART. 3.

De verzekering geschiedt door het Nationaal Pensioenfonds voor bedienden of door de van Staatswege toegelaten verzekeringsmaatschappijen. De verzekerden mogen hunne storting doen hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van eene erkende mutualiteit.

ART. 4.

Les patrons ne peuvent obliger l'assuré à faire partie d'une mutualité déterminée, ni l'empêcher de s'affilier à celle qu'il a choisie.

ART. 5.

A défaut, par l'assuré, de justifier du paiement de sa cotisation, l'employeur est tenu de l'effectuer au moyen d'un prélèvement sur les appointements.

ART. 6.

Tout assujetti à la présente loi est tenu d'opérer mensuellement des versements calculés à raison de 5 % des appointements qu'il a gagnés, y compris les indemnités familiales, les indemnités de vie chère et les gratifications éventuelles. La contribution de l'employeur est fixée à 6 % du montant de toutes les sommes payées. L'intervention éventuelle des pouvoirs publics ne sera pas supérieure à celle prévue par la loi sur les assurances sociales. Elle sera liquidée sur les mêmes bases que celles prévues par la susdite loi. L'ensemble des versements et des contributions ne pourra dépasser un maximum de 12 % des appointements ci-avant déterminés.

ART. 7.

Tous les versements sont effectués à capital abandonné.

Les cotisations de l'employeur et des pouvoirs publics ne sont dues que si la cotisation de l'employé a été effectivement versée.

ART. 4.

De werkgevers mogen den verzekerde niet verplichten, deel uit te maken van eene bepaalde mutualiteit, noch hem beletten zich bij die zijner keuze aan te sluiten.

ART. 5.

Indien de verzekerde niet bewijst dat hij zijne bijdrage heeft betaald, dan is de werkgever gehouden die betaling te doen door middel eener afhouding van de bezoldiging.

ART. 6.

Al degenen, op wie deze wet van toepassing is, zijn gehouden tot maandelijksche stortingen berekend op den voet van 5 t. h. hunner wedden, met inbegrip van de gezinsvergoedingen, de duurtetoelagen en de eventueele extra-toelagen. De bijdrage van den werkgever wordt bepaald op 6 t. h. van het beloop van al de uitgekeerde sommen. De eventueele tusschenkomst van de openbare machten mag niet meer bedragen dan die voorzien door de wet op de sociale verzekeringen. Zij wordt uitgekeerd op dezelfde grondslagen als die voorzien door bovengemelde wet. Het gezamenlijk bedrag der stortingen en der bijdragen mag niet een maximum van 12 t. h. van de hierboven bepaalde wedden overschijden.

ART. 7.

Al de stortingen worden gedaan met afgestaan kapitaal.

De bijdragen van den werkgever en van de openbare machten zijn slechts verschuldigd wanneer de bijdrage vanden bediende inderdaad is gestort geworden.

ART. 8.

L'employeur doit la cotisation pour tout employé occupé à son service au début de chaque mois.

ART. 9.

Pour tout appointement annuel supérieur à 12,000 francs, cette dernière somme seule sera prise en considération. Elle constitue un maximum qui ne peut être dépassé.

ART. 10.

L'ensemble des versements seront répartis entre :

La Caisse A, dite Caisse des pensions.

La Caisse B, dite Caisse d'invalidité prématurée.

La Caisse C, dite Caisse des veuves et des orphelins.

La Caisse D, dite Caisse de compensation destinée à parfaire le montant des rentes qui seront allouées aux employés trop avancés en âge.

ART. 11.

L'âge de la retraite est obligatoire à 60 ans. Toutefois, cet âge pourra être ramené à 55 ans pour les employés de certaines industries insalubres à déterminer par arrêté royal.

En cas de nécessité constatée, les employés pourront prendre leur retraite à 55 ans, ils jouiront, dans ce cas, de la pension acquise à cet âge.

Cependant, pour les employés trop avancés en âge au moment de la mise

ART. 8.

De werkgever is de bijdrage verschuldigd voor ieder bediende bij hem in dienst bij den aanvang van elke maand.

ART. 9.

Voor iedere jaarlijksche wedde van meer dan 12,000 frank, komt alleen deze som in aanmerking. Zij geldt als een maximum, dat niet mag overschreden worden.

ART. 10.

Het gezamenlijk bedrag der stortingen wordt verdeeld onder :

De kas A, gezegd Pensioenkas;

De kas B, gezegd Kas der vroegtijdige invaliditeit;

De kas C, gezegd Weduwen- en weezenkas;

De kas D, gezegd Compensatiekas, bestemd om het bedrag te volmaken van de renten, toe te kennen aan de te zeer in ouderdom gevorderde bedienden.

ART. 11.

De pensioensleeftijd is verplichtend vastgesteld op 60 jaar. Echter kan die leeftijd op 55 jaar worden teruggebracht voor de bedienden van zekere, bij Koninklijk besluit te bepalen ongezonde nijverheidsbedrijven.

In geval van vastgestelde noodzakelijkheid, kunnen de bedienden hun pensioen aanvragen op 55 jarigen leeftijd; in dit geval, genieten zij het op dien leeftijd verworven pensioen.

Echter, voor de te zeer in ouderdom gevorderde bedienden bij het in werking

en vigueur de la présente loi, l'âge de la retraite obligatoire pourra être reporté à 65 ans.

ART. 12.

Dans les cas d'invalidité prématurée, la pension sera servie dès que l'invalidité aura été dûment constatée. Pour calculer le montant de cette pension, il sera tenu compte des appointements antérieurs en y ajoutant, pour chaque année de la période partant du moment de l'invalidité jusqu'au moment où l'assujetti aurait atteint l'âge de 55 ans, un appointement annuel fictif égal à celui de la dernière année de travail.

ART. 13.

Dans le cas de décès d'un assujetti masculin marié, lorsqu'il jouit déjà de la pension, une rente sera servie à la veuve à raison de 50 % du montant de celle que l'assujetti touchait et, en cas de décès prématuré de l'épouse, la rente sera éventuellement servie aux enfants légitimes âgés de moins de 18 ans, à raison de : en cas d'existence de trois enfants et plus, l'intégralité de celle qui aurait été servie à la veuve si elle avait existé; les huit dixièmes de la même en cas d'existence de deux enfants et les six dixièmes en cas d'existence d'un enfant

ART. 14.

Dans le cas de décès de l'assujetti masculin marié avant l'âge d'entrée en jouissance de la pension, la rente servie à la veuve et éventuellement aux enfants sera liquidée dans les mêmes propor-

treden dezer wet, kan de verplichte pensioensleeftijd op 65 jaar worden gesteld.

ART. 12.

In geval van vroegtijdige invaliditeit, wordt het pensioen uitgekeerd zoodra de invaliditeit genoegzaam is vastgesteld. Om het beloop van dit pensioen te berekenen, wordt rekening gehouden met de vroegere wedden, daarbij voegende, voor ieder jaar van het tijdsbestek aanvang nemende op het oogenblik der invaliditeit totdat de verzekerde den leeftijd van 55 jaar zou bereiken, een gefingeerde jaarlijksche wedde gelijk aan die van het laatste arbeidsjaar.

ART. 13.

Bij overlijden van een gehuwd mannelijk verzekerde, die reeds het pensioen geniet, wordt aan de weduwe eene rente uitgekeerd op den voet van 50 t. h. van het beloop van die welke de verzekerde genoot en, in geval van vroegtijdig overlijden der echtgenoot, wordt de rente eventueel uitgekeerd aan de wettige kinderen van minder dan 18 jaar, zooals volgt: zoo er drie en meer kinderen zijn, het geheel beloop van die welke aan de weduwe zou uitgekeerd zijn geworden indien zij in het leven ware; de acht tienden derzelfde ingeval er twee kinderen zijn en de zes tienden ingeval er één kind is.

ART. 14.

Ingeval de mannelijke gehuwde verzekerde sterft voordat hij recht had op pensioen, wordt de aan de weduwe en eventueel aan de kinderen uitgekeerde rente in dezelfde verhouding uit-

tions que celles prévues à l'article précédent, en tenant compte des appointements réellement gagnés par l'assuré et y ajoutant, pour chaque année de la période partant du jour du décès jusqu'au moment où l'assujetti aurait atteint l'âge de 55 ans, un appointement annuel fictif égal à celui de la dernière année de travail.

La veuve qui se remarie sera déchue des bénéfices de la pension acquise par suite du décès de son mari employé.

ART. 15.

Le mari survivant de la femme employée décédée, ni les enfants en cas de survie du mari, ne peuvent jouir des avantages prévus aux articles 13 et 14. Dans tous les autres cas, les dispositions de ces articles sont applicables aux enfants.

ART. 16.

L'assuré qui abandonne la profession d'employé ne pourra jouir qu'à l'âge de 60 ans de la rente acquise par les versements effectués par lui et pour lui pendant la période de travail.

S'il devient invalide avant d'avoir atteint cet âge, il touchera à partir du jour de l'invalidité une rente proportionnelle à l'âge et aux versements effectués. En cas de décès prématuré, une rente proportionnelle sera servie à la veuve et aux orphelins dans les limites prévues à l'article 13.

betaald als die waarvan sprake is in het vorig artikel, daarbij rekening houdende met de door den verzekerde wezenlijk ontvangen wedden en met inbegrip, voor ieder jaar verlopen vanaf den dag van het overlijden tot het oogenblik dat de verzekerde den leeftijd van 55 jaar zou bereiken, eener gefingeerde jaarlijksche wedde gelijk aan die van het laatste arbeidsjaar.

De weduwe, die hertrouwt, wordt vervallen verklaard van de voordeelen van het pensioen verworven ten gevolge van het overlijden van haar echtgenoot-bediende.

ART. 15.

Noch de overlevende man der overleden vrouwbediende, noch de kinderen, ingeval van overleving van den echtgenoot, kunnen de bij de artikelen 13 en 14 voorziene voordeelen genieten. In elk ander geval zijn de bepalingen dezer artikelen van toepassing op de kinderen.

ART. 16.

De verzekerde, die het beroep van bediende verlaat, kan slechts op den leeftijd van 60 jaar de rente genieten, verworven door de stortingen welke hij voor zich zelf gedurende de arbeidsperiode heeft gedaan.

Wordt hij invalide voordat hij dezen leeftijd bereikt, dan trekt hij, vanaf den dag der invaliditeit, eene rente in verhouding tot den leeftijd en de gedane stortingen. Ingeval van vroegtijdig overlijden, wordt eene evenredige rente uitgekeerd aan de weduwe en aan de weezen binnen de bij artikel 13 voorziene grenzen.

ART. 17.

Aucune pension ne pourra être supérieure à celle correspondant à un appointement annuel maximum de 12,000 francs.

ART. 18.

Pour établir le chiffre des rentes, il sera toujours fait usage du diviseur fixe 40. Ainsi pour les rentes servies à 60 ou à 55 ans, pour celles servies en cas d'invalidité prématurée (art. 12), comme pour celles servies aux veuves et aux orphelins (art. 13 et 14), tous les appointements réellement gagnés pendant le temps que les assujettis ont exercé la profession « d'employé » seront additionnés, le cas échéant, les salaires fictifs prévus aux articles 12 et 13 seront ajoutés et les totaux seront divisés par le diviseur fixe 40. Les quotients ainsi obtenus représenteront le montant des rentes qui devront être servies.

ART. 19.

Pour les employés nés avant le 1^{er} janvier 1903, il ne sera fait aucun versement correctif. Ces employés auront droit à tous les avantages de la présente loi dès sa mise en vigueur.

ART. 20.

Pour faciliter la fixation éventuelle du montant des appointements antérieurs, là où ils ne pourraient être déterminés d'une façon certaine, une Commission permanente sera nommée par les soins de M. le Ministre de

ART. 17.

Geen pensioen mag meer bedragen dan datgene welk overeenstemt met eene jaarlijksche maximum-wedde van 12,000 frank.

ART. 18.

Om het beloop der renten vast te stellen, wordt altijd gebruik gemaakt van den vasten deeler 40. Alzoo, voor de renten uitgekeerd op 60 of op 55 jarigen leeftijd, voor die uitgekeerd in geval van vroegtijdige invaliditeit (art. 12), evenals voor die uitgekeerd aan de weduwen en de weezen (art. 13 en 14), worden al de werkelijk opgetrokken wedden gedurende den tijd dat de verzekerden het beroep van « bediende » hebben uitgeoefend, samengeteld; bij voorkomend geval, worden de bij artikelen 12 en 13 voorziene gefingeerde loonen er bijgeteld en de totalen worden gedeeld door den vasten deeler 40. De aldus bekomen quotiënten vertegenwoordigen het beloop der uit te keeren renten.

ART. 19.

Voor de bedienden, geboren vóór 1 Januari 1903, wordt geen enkele verbeterende storting gedaan. Deze bedienden hebben recht op al de voordeelen dezer wet vanaf den dag harer inwerkingtreding.

ART. 20.

Tot meerder gemak van de eventuele vaststelling van het cijfer der vroegere wedden, daar waar zij niet met zekerheid kunnen vastgesteld worden, zal eene Bestendige Commissie worden benoemd door toedoen van den Minister

l'Industrie et du Travail. Cette Commission, composée de représentants patrons et employés et de délégués du Ministère, entendra les parties intéressées, statuera en fixant d'office, en cas de besoin, des évaluations approximatives.

Cette Commission aura aussi qualité pour traiter de tous différends surgissant à propos de l'application de la présente loi.

ART. 21.

Pour les employés inoccupés pendant tout ou partie de la guerre, la Commission, pour chaque année de la période d'inoccupation, prendra comme base d'appréciation le dernier appointement annuel gagné à la date du 1^{er} août 1914.

ART. 22.

Pour la période antérieure à la guerre, les appointements annuels à prendre en considération ne seront, en aucun cas, inférieurs à 1,200 francs.

ART. 23.

Sont exempts du droit de timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 24.

Sont délivrés gratuitement tous certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée pour l'exécution de la présente loi, par le Fonds National de Retraite pour

van Nijverheid en Arbeid. Deze Commissie, bestaande uit afgevaardigde werkgevers en bedienden, alsmede uit afgevaardigden van het Ministerie, hoort de betrokken partijen, beslist door, zoo noodig, benaderende ramingen van ambtswege vast te stellen.

Die Commissie zal ook bevoegd zijn om kennis te nemen van al de geschillen welke zouden kunnen oprijzen wegens de toepassing van deze wet.

ART. 21.

Voor de bedienden, werkloos gebleven gedurende geheel den oorlog of een gedeelte daarvan, moet de Commissie, voor ieder jaar van den tijd der werkloosheid, als grond van hare berekeningen de op 1 Augustus 1914 gewonnen laatste jaarwedde nemen.

ART. 22.

Betreffende de vooroorlogsche periode, zullen de in aanmerking te nemen jaarwedden, in geen geval, minder bedragen dan 1,200 frank.

ART. 23.

Zijn vrij van zegel- en griffierecht en worden kosteloos geregistreerd, al de vrijwillige akten en die van genadige rechtsmacht betreffende de uitvoering dezer wet, bijaldien tot de formaliteit van registratie moet worden overgegaan.

ART. 24.

Worden kosteloos afgeleverd, al de bewijsschriften, akten van bekendheid en andere, waarvan de overlegging kan geëischt worden tot uitvoering van deze wet, door het Nationaal Pensioen-

employés et par les Compagnies d'assurances agréées à ces fins.

ART. 25.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'employeur ou son préposé qui n'aura pas versé au Fonds National ou aux Compagnies agréées, dans les délais réglementaires, la cotisation mensuelle prévue à l'article 6.

Le jugement fixera en outre le délai endéans duquel l'intéressé devra exécuter l'obligation qui lui incombe en vertu du dit article 6.

A défaut par l'intéressé d'avoir effectué le versement dans le délai ainsi déterminé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matières de contributions directes.

ART. 26.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs l'employeur ou son préposé qui n'aura pas opéré le prélèvement prévu à l'article 5 ou aura omis de déposer la somme prélevée dans le délai réglementaire au Fonds National de Retraite pour employés ou aux Compagnies d'assurances agréées à ces fins.

Lorsque le prélèvement prévu à l'article 5 n'aura pas été effectué par l'employeur ou son préposé, à l'époque fixée au dit article, l'employeur sera en outre condamné à payer, au moyen de ses deniers personnels, le montant du versement de l'assujetti. Le jugement fixera le délai endéans lequel l'employeur

fonds voor bedienden en door de daartoe toegelaten verzekeringsmaatschappijen.

ART. 25.

Wordt gestraft met eene geldboete van 1 tot 25 frank, de werkgever of zijn aangestelde die, binnen de reglementaire tijdbestrekken, de bij artikel 6 voorziene maandelijksche bijdrage niet heeft gestort in het Nationaal Fonds of bij de toegelaten maatschappijen.

Het vonnis bepaalt daarenboven binnen welk tijdsverloop de betrokkene de hem krachtens gezegd artikel 6 opgelegde verplichting moet naleven.

Blijft de betrokkene in gebreke de storting te doen binnen het alzoo bepaalde tijdbestek, dan wordt de verschuldigde som bij wijze van lijfswang ingevorderd zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 26.

Wordt gestraft met eene geldboete van 1 tot 25 frank, de werkgever of zijn aangestelde die de bij artikel 5 voorziene afhouding niet heeft gedaan of nagelaten heeft de afgehouden som, binnen het reglementaire tijdsverloop, te storten bij het Nationaal Pensioenfonds voor bedienden of bij de daartoe toegelaten verzekeringsmaatschappijen.

Wanneer de bij artikel 6 voorziene afhouding niet is gedaan geworden door den werkgever of zijn aangestelde, op het bij dit artikel vastgestelde tijdstip, zal de werkgever daarenboven worden veroordeeld om het bedrag der storting van den verzekerde met zijn persoonlijke penningen te betalen. In

devra opérer ce versement aux organismes déterminés.

A défaut par celui-ci de s'être exécuté dans le délai ainsi fixé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

L'employeur ne peut récupérer auprès de l'assujetti la somme versée en exécution du dit jugement.

ART. 27.

La peine prévue aux articles 25 et 26 sera appliquée autant de fois qu'il y aura d'omissions pour chaque assujetti.

ART. 28.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 20 à 200 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de l'exécution de la présente loi, aura contraint un assujetti à faire partie d'un organisme déterminé ou qui l'aura empêché de s'affilier à l'organisme de son choix.

ART. 29.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an, toute personne qui aura fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par la présente loi ou en vue d'obtenir ou de faire obtenir la rente ou de faire augmenter le taux de celle-ci. La restitution des sommes indûment perçues sera en outre ordonnée.

het vonnis wordt bepaald binnen welk tijdsverloop de werkgever die stortingen bij de aangegeven inrichtingen moet doen.

Indien deze in gebreke blijft zich daarnaar te gedragen binnen het aldus vastgestelde tijdsverloop, wordt de verschuldigde som bij wijze van lijfswang ingevorderd zooals in zake rechtstreekse belastingen.

De werkgever mag de in uitvoering van gezegd vonnis gestorte som niet op den betrokkene verhalen.

ART. 27.

De straf voorzien bij de artikelen 25 en 26 wordt toegepast zoo dikwijls er voor ieder verzekerde nalatigheid wordt vastgesteld.

ART. 28.

Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met eene geldboete van 26 tot 200 frank of met slechts ééne dezer straffen, hij die, met het oog op de uitvoering dezer wet, een verzekerde gedwongen heeft deel uit te maken van een bepaalde inrichting of die hem heeft belet zich bij de inrichting zijner keuze aan te sluiten.

ART. 29.

Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, alwie wetens en willens valsche aangiften heeft gedaan ten einde de voordeelen, door dezewet voorzien, te genieten, of te doen genieten of ten einde de rente te bekomen of te doen bekomen of het beloop daarvan te verhoogen. De teruggave der onrechtmatig ontvangen sommen zal daarenboven bevolen worden.

ART. 30.

Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs les employeurs ou leurs préposés qui refuseront de fournir, aux personnes ou aux organismes chargés de l'exécution de la présente loi, tous les renseignements qu'ils demandent en vue de l'application de la présente loi.

ART. 31.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I de ce Code sont applicables aux infractions prévues aux articles 26, 27 et 28 de la présente loi.

ART. 32.

Les employeurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés auxquels incombent les obligations prévues par la présente loi.

ART. 33.

Une expédition des jugements rendus en exécution des articles 25, 26, 28, 29 et 30 de la présente loi sera adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 34.

Le paiement des rentes sera réglé par arrêté royal. Un arrêté royal fixera également les conditions de récupération des sommes avancées par l'État pour compte des provinces et des com-

ART. 30.

Onverminderd de eventueele toepassing der artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek worden gestraft met eene geldboete van 26 tot 200 frank, de werkgevers of hunne aangestelden die weigeren al de inlichtingen te verstrekken, welke, met het oog op de toepassing dezer wet, worden gevraagd door de personen of door de inrichtingen die met de uitvoering dezer wet zijn belast.

ART. 31.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van dit Wetboek van toepassing op de bij de artikelen 26, 27 en 28 van deze wet voorziene misdrijven.

ART. 32.

De werkgevers zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling der geldboeten uitgesproken ten laste van hunne aangestelden, die gehouden zijn de bij deze wet voorziene verplichtingen na te leven.

ART. 33.

Eene expeditie der vonnissen gewezen ter uitvoering van de artikelen 25, 26, 28, 29 en 30 dezer wet moet aan den Minister van Nijverheid en Arbeid worden overgemaakt.

ART. 34.

De uitbetaling der renten wordt bij Koninklijk besluit geregeld. Een Koninklijk besluit bepaalt eveneens de wijze van terugvordering der geldsommen, door den Staat voorgeschooten voor

munes pour le paiement de chaque quote-part.	rekening der provinciën en der gemeenten tot uitkeering van elk aandeel.
--	--

ART. 35.

Les procurations, quittances, certificats et autres pièces, relatifs à l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement et dispensés du droit de timbre, de greffe et de l'enregistrement.

ART. 35.

De volmachten, quitantiën, bewijs-schriften en andere stukken betreffende de uitvoering dezer wet worden kosteloos afgeleverd en zijn vrij van zegel-, griffie- en registratierechten.

H. MARCK.

P. POULLET.

XAVIER DE BUE.

ALPH. G. VAN HORCK.

DU BUS DE WARNAPPE.

PHILIP VAN ISACKER.
